

COUNSEL | PORTFOLIO SERVICES

Mandat croissance Visio Patrimoine Privé IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024

Les présents états financiers ne contiennent pas le rapport de la direction sur le rendement du Fonds (« RDRF ») du fonds d'investissement.

Toute personne peut obtenir sans frais un exemplaire du dernier prospectus simplifié, de la notice annuelle, du rapport de la direction sur le rendement du Fonds, du document Aperçu du Fonds, du document d'informations trimestrielles sur le portefeuille et du document d'informations sur le vote par procuration en composant le numéro sans frais 1 877 625-9885, en écrivant à Services de portefeuille Counsel Inc., 5015 Spectrum Way, Suite 300, Mississauga (Ontario) L4W 0E4, ou en visitant notre site Web à l'adresse www.ipcportfolios.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

RAPPORT DE LA DIRECTION

Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Les états financiers ci-joints ont été établis par Services de portefeuille Counsel Inc. (le « gestionnaire ») en sa qualité de gestionnaire du Mandat croissance Visio Patrimoine Privé IPC (le « Fonds »). Le gestionnaire est responsable de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité des données présentées. Cette responsabilité comprend le choix de principes comptables appropriés et la formulation de jugements et d'estimations conformes aux normes IFRS de comptabilité. Le gestionnaire est également responsable de l'établissement de contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière destinés à fournir une assurance raisonnable quant à la pertinence et à la fiabilité de l'information financière présentée.

Le conseil d'administration (le « conseil ») de Services de portefeuille Counsel Inc. est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers, ainsi que de la surveillance de la façon dont le gestionnaire s'acquitte de ses responsabilités quant à la présentation de l'information financière. Le conseil rencontre aussi régulièrement le gestionnaire, les auditeurs internes et les auditeurs externes afin de discuter des contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière, des questions d'audit et des questions de présentation de l'information financière.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. est l'auditeur externe du Fonds. Il est nommé par le conseil. L'auditeur externe a audité les états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada afin de lui permettre d'exprimer une opinion sur les états financiers à l'intention des porteurs de titres. Son rapport est présenté ci-dessous.

Sam Febraro



Président et chef de la direction

Paulette Jervis



Chef des finances

Le 5 juin 2024

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux porteurs de parts du Mandat croissance Visio Patrimoine Privé IPC (le « Fonds »),

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent :

- les états de la situation financière au 31 mars 2024 et au 31 mars 2023;
 - les états du résultat global pour les périodes closes à ces dates, comme il est indiqué à la note 1;
 - les états de l'évolution de la situation financière pour les périodes closes à ces dates, comme il est indiqué à la note 1;
 - les tableaux des flux de trésorerie pour les périodes closes à ces dates, comme il est indiqué à la note 1;
 - ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des méthodes comptables significatives;
- (ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2024 et au 31 mars 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les périodes closes à ces dates, comme il est indiqué à la note 1, conformément aux normes IFRS de comptabilité.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes à la date du présent rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport de l'auditeur.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Toronto, Canada
Le 5 juin 2024

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars (en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	2024	2023
ACTIF		
Actifs courants		
Placements à la juste valeur	62 917	34 025
Trésorerie et équivalents de trésorerie	429	396
Dividendes à recevoir	–	2
Sommes à recevoir pour placements vendus	2	1
Sommes à recevoir pour titres émis	492	67
Sommes à recevoir du gestionnaire	3	1
Total de l'actif	63 843	34 492
PASSIF		
Passifs courants		
Dette bancaire	–	–
Sommes à payer pour placements achetés	738	393
Sommes à payer pour titres rachetés	7	3
Sommes à payer au gestionnaire	7	1
Total du passif	752	397
Actif net attribuable aux porteurs de titres	63 091	34 095

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les périodes closes les 31 mars
(en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	2024	2023
Revenus		
Dividendes	895	533
Revenu d'intérêts et autres revenus	431	246
Autres variations de la juste valeur des placements et autres actifs nets		
Profit (perte) net(te) réalisé(e)	246	(172)
Profit (perte) net(te) latent(e)	4 837	908
Revenu tiré du prêt de titres	5	–
Revenu provenant des rabais sur les frais	23	14
Total des revenus (pertes)	6 437	1 529
Charges (note 6)		
Frais de gestion	504	301
Rabais sur les frais de gestion	(10)	(6)
Frais d'administration	73	43
Intérêts débiteurs	1	–
Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille	3	2
Frais du comité d'examen indépendant	1	1
Charges avant les montants absorbés par le gestionnaire	572	341
Charges absorbées par le gestionnaire	–	–
Charges nettes	572	341
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation, avant impôt	5 865	1 188
Charge (économie) d'impôt étranger retenu à la source	50	31
Charge d'impôt étranger sur le résultat (recouvrée)	–	–
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation	5 815	1 157

	Actif net attribuable aux porteurs de titres (note 3)			
	par titre		par série	
	2024	2023	2024	2023
Série A	12,03	10,97	20 345	12 060
Série F	11,88	10,83	31 851	16 350
Série I	11,85	10,80	3 597	4 119
Série Patrimoine privé	11,85	10,80	7 298	1 566
			63 091	34 095

	Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation (note 3)			
	par titre		par série	
	2024	2023	2024	2023
Série A	1,36	0,18	1 852	158
Série F	1,47	0,68	2 774	785
Série I	1,27	0,45	454	160
Série Patrimoine privé	1,88	0,64	735	54
			5 815	1 157

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour les périodes closes les 31 mars
(en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	Total		Série A		Série F		Série I		Série Patrimoine privé		
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS DE TITRES											
À l'ouverture	34 095	20 265	12 060	8 125	16 350	8 317	4 119	3 070	1 566	753	
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités d'exploitation	5 815	1 157	1 852	158	2 774	785	454	160	735	54	
Distributions aux porteurs de titres :											
Revenu de placement	(752)	(413)	(127)	(52)	(381)	(207)	(121)	(124)	(123)	(30)	
Gains en capital	(74)	(141)	(30)	(58)	(38)	(83)	–	–	(6)	–	
Rabais sur les frais de gestion	(10)	(6)	(2)	(2)	(8)	(4)	–	–	–	–	
Total des distributions aux porteurs de titres	(836)	(560)	(159)	(112)	(427)	(294)	(121)	(124)	(129)	(30)	
Opérations sur les titres :											
Produit de l'émission de titres	30 494	15 903	8 633	5 850	14 806	7 842	1 643	1 318	5 412	893	
Réinvestissement des distributions	818	536	159	112	409	270	121	124	129	30	
Paievements au rachat de titres	(7 295)	(3 206)	(2 200)	(2 073)	(2 061)	(570)	(2 619)	(429)	(415)	(134)	
Total des opérations sur les titres	24 017	13 233	6 592	3 889	13 154	7 542	(855)	1 013	5 126	789	
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres	28 996	13 830	8 285	3 935	15 501	8 033	(522)	1 049	5 732	813	
À la clôture	63 091	34 095	20 345	12 060	31 851	16 350	3 597	4 119	7 298	1 566	
Augmentation (diminution) des titres du Fonds (en milliers) (note 7) :											
Titres en circulation, à l'ouverture			Titres	1 100	743	1 509	769	381	285	145	70
Émis			776	552	1 322	767	145	124	496	85	
Réinvestissement des distributions			14	11	37	26	11	12	12	3	
Rachetés			(198)	(206)	(187)	(53)	(233)	(40)	(37)	(13)	
Titres en circulation, à la clôture			1 692	1 100	2 681	1 509	304	381	616	145	

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les périodes closes les 31 mars (en milliers de \$)

	2024	2023 (ajusté, voir note 9)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Augmentation (diminution) nette de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation	5 815	1 157
Ajustements pour :		
Perte (profit) net(te) réalisé(e) sur les placements	(207)	262
Variation de la perte (du profit) net(te) latent(e) sur les placements	(4 837)	(908)
Distributions en nature reçues de fonds sous-jacents	(850)	(566)
Achat de placements	(29 846)	(17 092)
Produit de la vente et de l'échéance de placements	7 192	4 937
(Augmentation) diminution des sommes à recevoir et autres actifs	–	(2)
Augmentation (diminution) des sommes à payer et autres passifs	6	–
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(22 727)	(12 212)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'émission de titres	30 069	14 876
Paiements au rachat de titres	(7 291)	(2 243)
Distributions versées, déduction faite des réinvestissements	(18)	(24)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	22 760	12 609
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
	33	397
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à l'ouverture	396	(1)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la clôture	429	396
Trésorerie	429	396
Équivalents de trésorerie	–	–
Dette bancaire	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la clôture	429	396
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Dividendes reçus	512	304
Impôts étrangers payés	50	31
Intérêts reçus	28	10
Intérêts versés	1	–

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

TABLEAU DES PLACEMENTS

au 31 mars 2024

	Pays	Secteur	Parts	Coût moyen (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)
FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE					
iShares Broad USD High Yield Corporate Bond ETF	États-Unis	Fonds négociés en bourse	42 549	2 038	2 108
iShares Emerging Markets Corporate Bond ETF	Multinational	Fonds négociés en bourse	14 887	877	897
¹ FINB Actions internationales Mackenzie	Canada	Fonds négociés en bourse	148 671	15 401	17 452
Total des fonds négociés en bourse				18 316	20 457
FONDS COMMUNS DE PLACEMENT					
IPC Private Wealth Visio Core Fixed Income, série O	Canada	Fonds communs de placement	1 122 090	10 687	10 720
IPC Private Wealth Visio North American Equity, série O	Canada	Fonds communs de placement	2 396 025	28 176	31 740
Total des fonds communs de placement				38 863	42 460
Coûts de transaction				(3)	–
Total des placements				57 176	62 917
Trésorerie					429
Autres éléments d'actif moins le passif					(255)
Actif net attribuable aux porteurs de titres					63 091

¹ L'émetteur de ce titre est une partie liée au gestionnaire du Fonds.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

APERÇU DU PORTEFEUILLE

31 MARS 2024

TYPE DE FONDS SOUS-JACENT	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Fonds communs de placement d'actions	50,3
FNB d'actions	27,7
Fonds communs de placement de titres à revenu fixe	17,0
FNB de revenu fixe	4,7
Trésorerie	0,7
Autres éléments d'actif (de passif) net	(0,4)

31 MARS 2023

TYPE DE FONDS SOUS-JACENT	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Fonds communs de placement d'actions	49,1
Fonds communs de placement de titres à revenu fixe	14,3
FNB d'actions	29,4
FNB de revenu fixe	7,0
Trésorerie	1,2
Autres actifs nets	(1,0)

RÉPARTITION SECTORIELLE EFFECTIVE	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Services financiers	18,1
Obligations de sociétés	13,3
Produits industriels	12,4
Consommation discrétionnaire	10,6
Consommation de base	8,6
Soins de santé	7,5
Technologie de l'information	6,3
Obligations fédérales	6,1
Services de communication	4,3
Énergie	2,9
Biens immobiliers	2,5
Obligations provinciales	1,9
Autres placements	2,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,3
Autres éléments d'actif (de passif)	0,5

RÉPARTITION SECTORIELLE EFFECTIVE	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Services financiers	19,6
Obligations de sociétés	12,8
Produits industriels	12,1
Consommation discrétionnaire	10,5
Consommation de base	8,2
Soins de santé	7,3
Technologie de l'information	6,2
Services de communication	5,6
Obligations fédérales	4,2
Obligations provinciales	4,0
Énergie	3,2
Autres placements	4,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,6
Autres éléments d'actif (de passif)	(1,3)

RÉPARTITION EFFECTIVE PAR PAYS	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Canada	44,8
États-Unis	23,3
Japon	7,1
Royaume-Uni	3,8
France	2,9
Suisse	2,4
Allemagne	2,2
Australie	2,0
Pays-Bas	1,5
Danemark	1,0
Autres pays	6,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,3
Autres éléments d'actif (de passif)	0,5

RÉPARTITION EFFECTIVE PAR PAYS	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Canada	44,2
États-Unis	22,5
Japon	6,7
Royaume-Uni	4,4
France	3,2
Suisse	2,7
Australie	2,3
Allemagne	2,3
Pays-Bas	1,4
Suède	1,0
Hong Kong	0,9
Autres pays	6,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,6
Autres éléments d'actif (de passif)	(1,3)

La répartition effective présente l'exposition du Fonds par portefeuille, pays et secteur, calculée en tenant compte de la quote-part du Fonds dans des titres de fonds d'investissement sous-jacents.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

NOTES ANNEXES

1. Périodes comptables et renseignements généraux

L'information fournie dans les présents états financiers et dans les notes annexes se rapporte aux périodes closes les 31 mars 2024 et 2023, ou est présentée à ces dates, selon le cas. Pour l'exercice au cours duquel une série est établie, l'information fournie se rapporte à la période allant de la date d'établissement à la date marquant la fin de la période en question. Advenant la dissolution d'une série au cours d'une période, la période est comprise entre le début de l'exercice et la date de dissolution. Se reporter à la note 9 a) pour les dates de création et de dissolution de chacune des séries.

Le Fonds a été constitué en fiducie de fonds commun de placement à capital variable en vertu des lois de la province de l'Ontario aux termes d'une déclaration de fiducie dans sa version modifiée et mise à jour de temps à autre. Le siège social du Fonds est situé au 5015 Spectrum Way, Suite 300, Mississauga (Ontario), Canada. Le Fonds est autorisé à émettre un nombre illimité de parts (désignées en tant que « titre » ou « titres ») de séries multiples. Les séries du Fonds sont offertes à la vente aux termes d'un prospectus simplifié ou aux termes d'options de placement avec dispense de prospectus.

Services de portefeuille Counsel Inc. (le « gestionnaire » ou « Counsel ») agit comme le gestionnaire et le fiduciaire du Fonds.

2. Base d'établissement et mode de présentation

Les présents états financiers annuels (les « états financiers ») ont été établis conformément aux normes IFRS de comptabilité (les « IFRS »). La note 3 présente un résumé des méthodes comptables significatives du Fonds en vertu des IFRS.

Sauf indication contraire, tous les montants présentés dans ces états financiers sont en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du Fonds, et sont arrondis au millier de dollars près. Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'exploitation au moyen de la méthode du coût historique, sauf dans le cas des actifs et des passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (la « JVRN »).

Les présents états financiers ont été approuvés aux fins de publication par le conseil d'administration de Counsel le 5 juin 2024.

3. Méthodes comptables significatives

Le Fonds a adopté les modifications à l'IAS 1 et à l'énoncé de pratiques en IFRS 2 de l'exposé-sondage Informations à fournir sur les méthodes comptables le 1^{er} avril 2023. Même si les modifications n'ont pas entraîné de changements aux méthodes comptables comme telles, elles ont eu une incidence sur les informations sur les méthodes comptables présentées dans les états financiers. Les modifications font en sorte que l'entité est tenue de fournir des informations sur ses méthodes comptables « significatives » plutôt que des informations sur ses « principales » méthodes comptables. Les modifications fournissent aussi des indications sur la façon d'appliquer le concept d'importance relative aux informations à fournir sur les méthodes comptables. Le gestionnaire a passé en revue les méthodes comptables et a mis à jour les informations présentées dans certains cas conformément aux modifications.

a) Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent des actifs financiers et des passifs financiers tels des fonds de placement et des instruments dérivés. Le Fonds classe et évalue les instruments financiers conformément à l'IFRS 9, *Instruments financiers*. Au moment de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Tous les instruments financiers sont comptabilisés dans les états de la situation financière lorsque le Fonds devient partie aux exigences contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie des instruments ont expiré. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque le Fonds a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Les opérations d'achat et de vente de placements sont comptabilisées à la date de l'opération.

À la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Profit (perte) net(te) latent(e) des états du résultat global.

Les profits et les pertes réalisé(e)s et latent(e)s sur les placements sont calculé(e)s en fonction du coût moyen des placements, mais excluent les commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille, qui sont présentés de manière distincte dans les états du résultat global au poste Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille.

Les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des placements sont inclus dans les états du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les titres rachetables du Fonds comportent de multiples obligations contractuelles différentes et confèrent aux porteurs de titres le droit de faire racheter leur participation dans le Fonds contre un montant de trésorerie égal à leur part proportionnelle de la valeur liquidative du Fonds, faisant en sorte qu'ils respectent le critère de classification à titre de passifs financiers, conformément à l'IAS 32 *Instruments financiers : Présentation*. L'obligation du Fonds à l'égard de l'actif net attribuable aux porteurs de titres est présentée au prix de rachat.

L'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, exige la présentation d'information relative aux changements dans les passifs et les actifs, comme les titres du Fonds, découlant d'activités de financement. Les changements relatifs aux titres du Fonds, y compris les changements découlant des flux de trésorerie et les changements sans effet de trésorerie, sont inclus à l'état de l'évolution de la situation financière. Tout changement relatif aux titres non réglé en espèces à la fin de la période est présenté à titre de Sommes à recevoir pour titres émis ou de Sommes à payer pour titres rachetés à l'état de la situation financière. Ces sommes à recevoir et à payer sont normalement réglées peu après la fin de la période.

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur est définie comme le prix qui serait obtenu à la vente d'un actif ou qui serait payé au transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les titres de fonds communs de placement détenus d'un fonds sous-jacent sont évalués un jour ouvrable au prix calculé par le gestionnaire du fonds sous-jacent, conformément à l'acte constitutif du fonds sous-jacent. Les placements, y compris les fonds négociés en bourse (« FNB »), cotés à une bourse des valeurs mobilières ou négociés sur un marché hors cote sont évalués selon le dernier cours de marché lorsque le cours se situe à l'intérieur d'un écart acheteur-vendeur pour le placement. Lorsque le dernier cours de marché ne se situe pas à l'intérieur de l'écart acheteur-vendeur, le gestionnaire détermine le point le plus représentatif de la juste valeur dans cet écart en fonction de faits et de circonstances spécifiques. Le coût des placements est déterminé selon la base du coût moyen pondéré.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

NOTES ANNEXES (suite)

3. Méthodes comptables significatives (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

La trésorerie qui inclut les dépôts de trésorerie auprès d'institutions financières. Les équivalents de trésorerie, détenus dans des fonds d'investissement sous-jacents, sont des placements à court terme qui sont facilement convertibles en trésorerie, sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur et sont utilisés par ces fonds dans la gestion des engagements à court terme. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à leur coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature très liquide et de leurs échéances à court terme. Les découverts bancaires sont présentés dans les passifs courants à titre de dette bancaire dans les états de la situation financière.

Le Fonds classe la juste valeur de ses actifs et de ses passifs en trois catégories, lesquelles se différencient en fonction de la nature des données d'entrée, observables ou non, et de la portée de l'estimation requise.

Niveau 1 – Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – Données d'entrée autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement, y compris des prix cotés sur des marchés inactifs et provenant de courtiers en valeurs mobilières reconnus;

Niveau 3 – Données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Aux 31 mars 2024 et 31 mars 2023, tous les placements (constitués de parts de fonds communs de placement et de FNB) étaient classés dans le niveau 1. Tous les actifs ou passifs dérivés, le cas échéant, sont classés dans le niveau 2. Aucun transfert important n'a eu lieu entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours des périodes.

c) Comptabilisation des produits

Les distributions des fonds de placement sous-jacents sont comptabilisées à la date de déclaration. Les distributions de dividendes au Canada sont incluses dans le revenu de dividendes. Les distributions à même les gains en capital des fonds sous-jacents sont incluses dans les profits (pertes) net(te)s réalisé(e)s. Les autres distributions sont incluses dans le revenu d'intérêts et autres revenus. Les profits ou les pertes réalisés à la vente de placements, y compris les profits ou les pertes de change sur ces placements, ainsi que les gains ou les pertes latents sont calculés en fonction du coût moyen.

Le Fonds peut investir dans des fonds de placement gérés par Placements Mackenzie (une société affiliée à Counsel), lesquels sont présentés dans le tableau des placements. Le Fonds reçoit un revenu provenant des rabais sur les frais à l'égard des frais de gestion payés indirectement à Mackenzie, ce qui annule les frais de gestion indirectement liés au rendement de ces fonds sous-jacents.

Les revenus, les profits (pertes) réalisé(e)s et les profits (pertes) latent(e)s sont répartis quotidiennement et proportionnellement entre les séries.

d) Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille

Les commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille sont des charges engagées en vue d'acquérir, d'émettre ou de céder des actifs financiers ou des passifs financiers. Ils comprennent les honoraires et les commissions versés aux agents, aux bourses, aux courtiers et aux autres intermédiaires. Tous les courtages engagés par le Fonds en lien avec les opérations de portefeuille pour les périodes, ainsi que les autres frais d'opérations, sont présentés dans les états du résultat global. Les activités de courtage sont attribuées aux courtiers en fonction du meilleur résultat net pour le Fonds. Sous réserve de ces critères, des commissions peuvent être versées à des sociétés de courtage qui offrent certains services (ou les paient), outre l'exécution des ordres, y compris la recherche, l'analyse et les rapports sur les placements, et les bases de données et les logiciels à l'appui de ces services. La valeur de certains services exclusifs fournis par des courtiers ne peut être estimée raisonnablement.

e) Opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres

Le Fonds est autorisé à effectuer des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres, tel qu'il est défini dans le prospectus simplifié du Fonds. Ces opérations s'effectuent par l'échange temporaire de titres contre des biens donnés en garantie comportant l'engagement de rendre les mêmes titres à une date ultérieure. Le revenu tiré de ces opérations se présente sous forme de frais réglés par la contrepartie et, dans certains cas, sous forme d'intérêts sur la trésorerie ou les titres détenus en garantie. Le revenu tiré de ces opérations est présenté dans les états du résultat global et comptabilisé lorsqu'il est gagné. Les opérations de prêts de titres sont gérées par la Banque Canadienne Impériale de Commerce (l'« agent de prêt de titres »). La valeur de la trésorerie ou des titres détenus en garantie doit équivaloir à au moins 102 % de la juste valeur des titres prêtés, vendus ou achetés. La note 9 résume les détails relatifs aux titres prêtés et aux biens reçus en garantie, et présente un rapprochement des revenus de prêt de titres, le cas échéant. Les biens reçus en garantie comprennent des titres de créance du gouvernement du Canada et d'autres pays, de gouvernements provinciaux, d'administrations municipales et d'institutions financières du Canada.

f) Devise

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds. Les achats et les ventes de placements en devises ainsi que les dividendes, le revenu d'intérêts et les charges d'intérêts en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment de l'opération.

Les profits (pertes) de change à l'achat ou à la vente de devises sont comptabilisés dans les états du résultat global au poste Profit (perte) net(te) réalisé(e).

La juste valeur des placements ainsi que des autres actifs et passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur chaque jour ouvrable.

g) Actif net attribuable aux porteurs de titres, par titre

L'actif net attribuable aux porteurs de titres par titre est calculé en divisant l'actif net attribuable aux porteurs de titres d'une série de titres un jour ouvrable donné par le nombre total de titres de la série en circulation ce jour-là.

h) Valeur liquidative par titre

La valeur liquidative par titre est déterminée pour les achats et les rachats de titres conformément aux méthodes présentées dans le prospectus simplifié et la notice annuelle du Fonds. Ces méthodes peuvent différer des principes d'évaluation selon les normes IFRS. Au 31 mars 2024 et au 31 mars 2023, il n'existait aucune différence de la sorte.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

NOTES ANNEXES (suite)

3. Méthodes comptables significatives (suite)

i) Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation, par titre

L'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation par titre figurant dans les états du résultat global représente l'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation pour la période, divisée par le nombre moyen pondéré de titres en circulation au cours de la période.

j) Fusions

Le Fonds comptabilise les fusions de fonds selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, l'un des fonds visés par une fusion est désigné comme le fonds acquéreur et est appelé le « Fonds issu de la fusion », tandis que l'autre fonds visé par la fusion est appelé le « Fonds dissous ». Cette désignation est fondée sur la comparaison de la valeur liquidative relative des fonds et tient compte de facteurs comme le maintien des conseillers en placement, les objectifs et méthodes de placement, le type de titres en portefeuille ainsi que les frais et charges liés à la gestion du Fonds issu de la fusion.

k) Modifications comptables futures

Counsel a déterminé qu'aucune incidence significative sur ses états financiers ne découle des normes IFRS publiées mais non encore en vigueur.

4. Estimations et jugements comptables critiques

L'établissement de ces états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses ayant principalement une incidence sur l'évaluation des placements. Les estimations et les hypothèses sont révisées de façon continue. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Utilisation de jugements

Classement et évaluation des placements

Lors du classement et de l'évaluation des instruments financiers détenus par le Fonds, le gestionnaire doit exercer des jugements importants afin de déterminer le classement le plus approprié selon l'IFRS 9. Le gestionnaire a examiné le modèle économique du Fonds, ses engagements envers les porteurs de titres et la manière dont les placements sont gérés et évalués dans leur ensemble et a déterminé que la désignation irrévocable des instruments financiers comme étant des actifs financiers ou des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net constitue la méthode d'évaluation et de présentation la plus appropriée pour les placements et les instruments financiers du Fonds.

Monnaie fonctionnelle

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds, étant considéré comme la monnaie qui représente le plus fidèlement les effets économiques des opérations, événements et conditions sous-jacents du Fonds, compte tenu de la manière dont les titres sont émis et rachetés et dont le rendement et la performance du Fonds sont évalués.

Intérêts dans des entités structurées non consolidées

Afin de déterminer si un fonds de placement à capital variable non coté ou un FNB dans lequel le Fonds investit (« Fonds sous-jacents »), mais qu'il ne consolide pas, respecte la définition d'une entité structurée, le gestionnaire doit exercer des jugements importants visant à établir si ces fonds sous-jacents possèdent les caractéristiques typiques d'une entité structurée. Ces Fonds sous-jacents respectent la définition d'une entité structurée, car :

- I. les droits de vote dans les Fonds sous-jacents ne sont pas des facteurs dominants pour décider qui les contrôle;
- II. les activités des Fonds sous-jacents sont assujetties à des restrictions aux termes de leurs documents de placement;
- III. les Fonds sous-jacents ont des objectifs de placement précis et bien définis visant à offrir des occasions de placement aux investisseurs tout en leur transférant les risques et avantages connexes.

Par conséquent, de tels placements sont comptabilisés à la JVRN. La note 9 e) résume les détails des participations des Fonds dans ces Fonds sous-jacents. Ces Fonds sous-jacents comprennent des fonds gérés par Counsel, ce qui en fait des parties liées au Fonds, et ces fonds portent la mention Counsel ou IPC et sont présentés dans le tableau des placements.

5. Impôts sur le résultat

Le Fonds est admissible à titre de fiduciaire de fonds commun de placement en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Par conséquent, il est assujéti à l'impôt pour ce qui est de ses bénéfices, y compris le montant net des gains en capital réalisés pour l'année d'imposition, qui ne sont ni payés ni à payer à ses porteurs de titres à la fin de l'année d'imposition. La fin de l'année d'imposition du Fonds est le 15 décembre. Le Fonds peut être assujéti aux retenues à la source d'impôts étrangers. En général, le Fonds traite les retenues d'impôts à la source en tant que charges portées en réduction du bénéfice aux fins du calcul de l'impôt. Le Fonds distribuera des montants suffisants tirés de son bénéfice net aux fins du calcul de l'impôt, au besoin, afin de ne pas payer d'impôt sur le résultat, à l'exception des impôts remboursables sur les gains en capital, le cas échéant.

Les pertes du Fonds ne peuvent être attribuées aux porteurs de titres et sont conservées par le Fonds pour des exercices futurs. Les pertes autres qu'en capital subies peuvent être reportées prospectivement jusqu'à 20 ans afin de réduire le bénéfice imposable et les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Les pertes nettes en capital peuvent être reportées prospectivement indéfiniment afin de réduire les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Se reporter à la note 9 d) pour un sommaire des reports en avant de pertes du Fonds.

6. Frais de gestion et frais d'exploitation

Counsel reçoit des frais de gestion pour la gestion du portefeuille de placements, l'analyse des placements, la formulation de recommandations et la prise de décisions quant aux placements, ainsi que pour la prise de dispositions de courtage pour l'achat et la vente de titres en portefeuille et la conclusion d'ententes avec des courtiers inscrits pour l'achat et la vente de titres du Fonds par des porteurs de titres.

Des frais d'administration annuels à taux fixe (les « frais d'administration ») sont facturés à chaque série du Fonds, le cas échéant, et, en retour, Counsel prend en charge tous les frais d'exploitation du Fonds autres que certains frais précis associés au Fonds.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

NOTES ANNEXES (suite)

6. Frais de gestion et frais d'exploitation (suite)

Les autres frais associés au Fonds comprennent les taxes et impôts (y compris, mais sans s'y limiter, la TPS/TVH et l'impôt sur le résultat), les intérêts et les coûts d'emprunt, l'ensemble des frais et des charges du Comité d'examen indépendant des fonds Counsel, les coûts engagés pour respecter l'exigence réglementaire en matière de production de l'Aperçu du Fonds, et tous les nouveaux frais associés aux services externes qui n'étaient pas généralement facturés dans le secteur canadien des fonds communs de placement après la date de dépôt du plus récent prospectus simplifié du Fonds.

Counsel peut renoncer aux frais de gestion ou aux frais d'administration ou les absorber à son gré et mettre fin à la renonciation ou à l'absorption de ces frais en tout temps, sans préavis. Se reporter à la note 9 a) pour les taux des frais de gestion et d'administration imputés à chaque série de titres.

7. Capital du Fonds

Le capital du Fonds est réparti entre les différentes séries, lesquelles comportent chacune un nombre illimité de titres. Les titres en circulation du Fonds aux 31 mars 2024 et 2023 (selon le cas) ainsi que les titres qui ont été émis, réinvestis et rachetés au cours des périodes sont présentés dans les états de l'évolution de la situation financière. Counsel gère le capital du Fonds conformément aux objectifs et aux stratégies de placement décrits à la note 8 a).

8. Risques découlant des instruments financiers

a) Exposition au risque et gestion du risque

Les activités de placement du Fonds l'exposent à divers risques financiers, tels qu'ils sont définis dans l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (« IFRS 7 »). L'exposition du Fonds aux risques financiers est concentrée dans ses placements, lesquels sont présentés dans le tableau des placements, regroupés par type d'actif, par région géographique et par secteur.

Le gestionnaire cherche à atténuer les éventuelles répercussions néfastes de ces risques sur le rendement du Fonds par l'embauche de conseillers en portefeuille professionnels et expérimentés, par la surveillance quotidienne des positions du Fonds et des événements du marché ainsi que par la diversification du portefeuille de placements en respectant les contraintes des objectifs et des stratégies de placement du Fonds, décrits à la note 9 b) et, le cas échéant, par l'utilisation de dérivés afin de couvrir certaines expositions au risque. Pour faciliter la gestion des risques, Counsel maintient également une structure de gouvernance, dont le rôle consiste à superviser les activités de placement du Fonds et à s'assurer de la conformité avec la stratégie de placement établie du Fonds, les directives internes et la réglementation des valeurs mobilières.

Le Fonds applique une stratégie de placement passive en vertu de laquelle les placements dans les titres de fonds de placement sous-jacents reposent sur des pondérations d'actifs cibles. Laissés à eux-mêmes, les placements peuvent s'écarter de ces pondérations cibles au gré des fluctuations du marché. Counsel surveille ces écarts et, s'ils deviennent importants, les placements du Fonds sont rééquilibrés et ramenés aux pondérations cibles. Les pondérations cibles de chacun des fonds de placement sous-jacents et leur sélection reposent sur de nombreux facteurs, y compris l'incidence sur la volatilité du Fonds et la diversification des catégories d'actif, et elles peuvent changer en fonction de l'évaluation de Counsel de la conjoncture du marché.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds éprouve des difficultés à respecter ses obligations financières au fur et à mesure que celles-ci deviennent exigibles. Le Fonds est exposé au risque de liquidité en raison des rachats potentiels quotidiens en trésorerie de titres rachetables. Afin de suivre la liquidité de ses actifs, le Fonds utilise un programme de gestion du risque de liquidité qui calcule, au moyen d'une méthode de liquidation sur plusieurs jours, le nombre de jours nécessaire pour convertir en trésorerie les placements qu'il détient. Cette analyse du risque de liquidité permet d'évaluer le niveau de liquidité du Fonds par rapport à des pourcentages minimums prédéterminés, établis pour différentes périodes. Par ailleurs, le Fonds peut emprunter jusqu'à 5 % de la valeur de son actif net pour financer les rachats. Pour agir en conformité avec la réglementation sur les valeurs mobilières, le Fonds doit conserver au moins 85 % de son actif dans des placements liquides (c.-à-d. des placements qui peuvent être rapidement vendus).

c) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation ou d'un engagement pris envers le Fonds.

Toutes les opérations sur titres cotés sont effectuées par des courtiers approuvés. Afin de réduire la possibilité d'un défaut de règlement, la livraison des titres vendus se fait simultanément contre paiement, quand les pratiques du marché le permettent, au moyen d'un dépôt central ou d'une agence de compensation et de dépôt lorsque c'est la façon de procéder.

La valeur comptable des placements et des autres actifs représente l'exposition maximale au risque de crédit à la date des états de la situation financière. Le Fonds peut effectuer des opérations de prêt de titres avec d'autres parties et peut aussi être exposé au risque de crédit découlant des contreparties aux instruments dérivés qu'il pourrait utiliser. Le risque de crédit associé à ces opérations est jugé minime puisque toutes les contreparties ont une cote de crédit approuvée équivalant à une cote de crédit Standard & Poor's d'au moins A-1 (faible) pour la dette à court terme ou de A pour la dette à long terme, selon le cas.

La plus importante exposition indirecte du Fonds au risque de crédit est liée aux titres et aux dérivés détenus par les fonds sous-jacents.

d) Risque de change

Le risque de change est le risque que les instruments financiers libellés ou échangés dans une monnaie autre que le dollar canadien, qui est la monnaie fonctionnelle du Fonds, fluctuent en raison de variations des taux de change. En règle générale, la valeur des placements libellés dans une devise augmente lorsque la valeur du dollar canadien baisse (par rapport aux devises). À l'inverse, lorsque la valeur du dollar canadien augmente par rapport aux devises, la valeur des placements libellés dans une devise baisse.

La note 9 c) indique la sensibilité du Fonds au risque de change, y compris l'incidence indirecte potentielle liée aux fonds de placement sous-jacents dans lesquels le Fonds investit, et aux contrats d'instruments dérivés, y compris les contrats de change à terme de gré à gré. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être significatif. Les autres actifs financiers et passifs financiers (y compris les dividendes et les intérêts à recevoir, ainsi que les sommes à recevoir ou à payer pour les placements vendus ou achetés) libellés en devises n'exposent pas le Fonds à un risque de change important.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

NOTES ANNEXES (suite)

8. Risques découlant des instruments financiers (suite)

e) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié aux instruments financiers portant intérêt. Le Fonds est exposé au risque que la valeur des instruments financiers portant intérêt fluctue selon les variations des taux d'intérêt du marché en vigueur. En règle générale, la valeur de ces titres augmente lorsque les taux d'intérêt baissent et diminue lorsqu'ils augmentent.

La note 9 c) résume l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt si les taux d'intérêt en vigueur avaient connu une hausse ou une baisse de 1 %, la courbe des taux évoluant en parallèle et toute autre variable demeurant constante. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être significatif. La sensibilité du Fonds au risque de taux d'intérêt illustrée comprend l'incidence indirecte potentielle liée aux fonds de placement sous-jacents.

f) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur des instruments financiers fluctue en fonction des variations des cours du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations découlent de facteurs propres à un placement individuel ou à son émetteur, ou d'autres facteurs ayant une incidence sur tous les instruments négociés sur un marché ou un segment du marché. Tous les placements présentent un risque de perte en capital. Ce risque est géré grâce à une sélection minutieuse de placements et d'autres instruments financiers conformes à la stratégie de placement.

L'autre risque de prix découle habituellement de l'exposition aux titres de capitaux propres. La note 9 c) illustre l'augmentation ou la diminution potentielle de l'actif net du Fonds, par l'intermédiaire de fonds de placement sous-jacents, si les cours des bourses où se négocient ces titres avaient augmenté ou diminué de 10 %, toute autre variable demeurant constante. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être significatif.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

NOTES ANNEXES (suite)

9. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a))

a) Constitution du Fonds et renseignements sur les séries

Série	Date d'établissement/ de rétablissement	Placement minimal (\$)	Frais de gestion ⁴ (%)	Frais d'administration ⁴ (%)
Série A ¹	30 octobre 2020	150 000	1,85	0,15
Série F ²	30 octobre 2020	150 000	0,85	0,15
Série I ^{2,3,4}	30 octobre 2020	150 000	–	0,15
Série Patrimoine privé ⁵	30 octobre 2020	–	–	0,15

¹ Les titres de la série A sont les seuls qui sont assujettis à des frais d'acquisition. Les titres peuvent être assujettis à des frais négociés allant jusqu'à 5 % au moment de la souscription initiale.

² Des frais de consultation négociables ou des frais établis en fonction de l'actif (plus les taxes de vente) sont à payer par les investisseurs à leur(s) courtier(s) relativement aux titres de cette série détenus. Les frais peuvent être perçus par Counsel dans le compte de l'investisseur au moyen du rachat de titres et remis au courtier à la demande de l'investisseur. Le courtier peut également percevoir les frais directement auprès de l'investisseur.

³ Les frais de gestion liés à cette série sont de 0,85 % et ils sont payables directement à Counsel, généralement au moyen du rachat mensuel de titres.

⁴ Counsel peut, à sa discrétion, renoncer aux frais de gestion (directement ou indirectement) ou aux frais d'administration payables par les investisseurs ou les diminuer. Les investisseurs particuliers peuvent être admissibles à une remise sur les frais de gestion sous réserve de certaines exigences, comme le décrit le prospectus simplifié du Fonds.

⁵ Aucuns frais de gestion ne sont imputés à la série Patrimoine privé. Un investisseur doit conclure une entente pour prendre part à un programme géré discrétionnaire offert par IPC Valeurs mobilières et accepter de payer certains frais fondés sur l'actif.

b) Objectifs et stratégies de placement

Le Fonds cherche à procurer aux investisseurs une appréciation du capital à long terme en investissant, directement ou par l'entremise de titres d'autres fonds d'investissement, dans des actions et des titres à revenu fixe de divers émetteurs nord-américains et internationaux. La pondération des catégories d'actifs du Fonds se fera généralement dans les proportions suivantes : 70 % à 90 % dans des titres de capitaux propres et 10 % à 30 % dans des titres à revenu fixe.

c) Risques découlant des instruments financiers

i. Risque de change

Incidence sur l'actif net	Augmentation de 5 %		Diminution de 5 %	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
31 mars 2024	(1 660)	(2,6)	1 660	2,6
31 mars 2023	(920)	(2,7)	920	2,7

ii. Risque de taux d'intérêt

Incidence sur l'actif net	Augmentation de 1 %		Diminution de 1 %	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
31 mars 2024	(469)	(0,7)	469	0,7
31 mars 2023	(285)	(0,8)	285	0,8

iii. Autre risque de prix

Incidence sur l'actif net	Augmentation de 10 %		Diminution de 10 %	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
31 mars 2024	4 791	7,6	(4 791)	(7,6)
31 mars 2023	2 617	7,7	(2 617)	(7,7)

d) Reports prospectifs de pertes

À la fin de la dernière année d'imposition, aucune perte en capital ni autre qu'en capital n'était disponible pour un report prospectif aux fins de l'impôt.

MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2024

NOTES ANNEXES (suite)

9. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a)) (suite)

e) Intérêts dans des entités structurées non consolidées

Les détails des placements du Fonds dans des fonds sous-jacents aux 31 mars 2024 et 2023 sont les suivants :

31 mars 2024	% de l'actif net du Fonds sous-jacent	Juste valeur des placements du Fonds (\$)
IPC Private Wealth Visio Core Fixed Income, série O	7,6	10 720
IPC Private Wealth Visio North American Equity, série O	34,5	31 740
iShares Broad USD High Yield Corporate Bond ETF	0,0	2 108
iShares Emerging Markets Corporate Bond ETF	0,2	897
FINB Actions internationales Mackenzie	2,1	17 452

31 mars 2023	% de l'actif net du Fonds sous-jacent	Juste valeur des placements du Fonds (\$)
IPC Private Wealth Visio Core Fixed Income, série O	8,9	4 868
IPC Private Wealth Visio North American Equity, série O	32,5	16 732
iShares Broad USD High Yield Corporate Bond ETF	0,0	1 265
iShares Emerging Markets Corporate Bond ETF	0,1	521
FINB Actions internationales Mackenzie	1,8	10 032
FNB indiciel d'obligations canadiennes à long terme Vanguard	0,7	607

f) Prêt de titres

	31 mars 2024	31 mars 2023
	(\$)	(\$)
Valeur des titres prêtés	–	–
Valeur des biens reçus en garantie	–	–

	31 mars 2024		31 mars 2023	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
Revenus de prêts de titres bruts	6	100,0	–	–
Impôt retenu à la source	–	–	–	–
	6	100,0	–	–
Paiements à l'agent de prêt de titres	(1)	(16,7)	–	–
Revenu tiré du prêt de titres	5	83,3	–	–

g) Ajustement aux données comparatives sur les flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les données comparatives de la période précédente pour les postes Produit de l'émission de titres et Paiements au rachat de titres dans le tableau des flux de trésorerie ont été ajustées pour tenir compte du transfert non en espèces entre séries du Fonds, qui avait été incorrectement présenté à titre de réception et de paiement d'espèces, comme l'indique le tableau ci-dessous :

	Montant précédemment présenté (\$)	Ajustement (\$)	Montant actuellement présenté (\$)
Produit de l'émission de titres	15 836	(960)	14 876
Paiements au rachat de titres	(3 203)	960	(2 243)